

INCIDENCE DES TRANSFERTS DES EMIGRANTS INTERNATIONAUX SUR LE NIVEAU DE PAUVRETE DES MENAGES AU CAMEROUN

Résumé

Y a-t-il eu moins de pauvreté dans les ménages qui ont reçu des transferts de fonds au cours des douze derniers mois ayant précédé le passage de l'agent enquêteur de ECAM3 en 2007?

Cette étude montre à travers une estimation de l'incidence des transferts de fonds sur le niveau de vie des ménages qu'il n'y a aucun effet positif, relativisant de ce fait l'importance accordée aux transferts de fonds des émigrés internationaux en direction des pays d'Afrique au sud du Sahara. L'incidence des transferts de fonds sur la pauvreté est ici estimée à partir du modèle modifié de croissance-pauvreté (Ravallion, 1997; Ravallion et Chen, 1997). L'étude questionne en outre la capacité de ce type d'enquête à pouvoir répondre à ce type de questionnement, car même si les données issues de l'ECAM3 permettent de ressortir la distribution régionale, le profil des ménages ayant ou non reçus des transferts, les raisons d'envois ou l'utilisation des envois, elle ne peuvent pas véritablement mesurer le volume de ces transferts et leur incidence sur la réduction de la pauvreté au niveau des ménages?

Mots Clés : Emigrations internationales, Transferts de fonds, Pauvreté des ménages, Troisième Enquête Camerounaise Auprès des Ménages (ECAM3) Cameroun

INTERNATIONAL MIGRANTS REMITTANCES EFFECT ON HOUSEHOLDS LEVEL OF POVERTY IN CAMEROON

Summary

Was it less poverty in the households which received remittances during the last twelve months prior to the visit of the surveyor of ECAM3 in 2007?

This study shows through an estimate of the incidence of the transfers of funds on the standard of living of the households that there is no positive effect, by putting it's importance into proportion especially in South Sahara countries.

The incidence of the transfers of funds on poverty is estimated here starting from the modified model of growth-poverty (Ravallion, 1997; Ravallion and Chen, 1997).

The study questions moreover the capacity of this kind of survey to being able to answer this kind of questioning, because even if the data resulting from the ECAM3 make it possible to arise the regional distribution, the profile of the households having or not received transfers, the reasons of sendings or their use can it truly measure the volume of these sendings and their effect on the reduction of households poverty?

Keywords: International emigrations, Remittances, households poverty, the third Cameroon household survey (ECAM3)

I- Introduction

Les migrations internationales au Cameroun sont devenues de plus en plus nombreuses, diversifiées, mais aussi insaisissables et pratiquement incontrôlables. Pour la mesure directe ou indirecte de ce phénomène, plusieurs sources ont tentées d'inventorier leur nature, leur volume, et leur impact sur le développement local, mais aucune ne s'affirme véritablement complète.

En effet, l'élaboration du profil de ce phénomène s'avère difficile, en raison de l'absence de nombreuses données, de leur caducité, de leur imprécision. Les problèmes conceptuels et méthodologiques (différence de définition et de champs de calcul) conduisent à un manque de concordance des statistiques entre les différentes sources. Les lacunes statistiques concernent presque tous les domaines liés à ce type de migration, notamment les diasporas camerounaises, les travailleurs migrants, l'émigration des mineurs (dans le cadre du regroupement familial), les transferts de fonds et les impacts de la migration sur le bien-être de la population (IOM, 2009).

Pour illustrer ces incohérences, une étude (Dumont et Mesple-Soms, 2007), indique que le nombre d'émigrés camerounais en 2007 était de 170 363. La France est le pays privilégié de destination des migrants camerounais, au nombre de 38 530, suivi par le Gabon (30 216), le Nigeria (16 980) et les Etats-Unis (12 835). Mais d'après, les données partielles compilées par la Direction des affaires africaines du Ministère camerounais des relations extérieures, de 250 000 à 300 000 camerounais vivaient dans les pays du golfe de Guinée entre 2000 et 2004, principalement en raison d'une aire ethnique et géographique commune (Chouala, 2004). Par ailleurs, selon Docquier et Marfouk, (2005) l'émigration camerounaise hautement qualifiée est importante, en 2000, 17 % de la population camerounaise ayant un niveau d'enseignement supérieur a émigré.

Enfin entre 2001 et 2007, l'ECAM3 (2007) estime à 124 258, le nombre de personnes ayant quitté le territoire camerounais pour s'installer à l'étranger. Enfin bien que le recensement de 2005 ait permis de collecter de données sur l'émigration internationale au cours des cinq dernières années précédant la date du recensement. Ces données n'ont cependant pas été exploitées au moment de l'analyse thématique des résultats (Dayang , 2013).

Toutefois, ce dont on est sûr est que la migration au Cameroun s'explique par plusieurs facteurs. En effet, le Cameroun, comme la plupart des pays en développement, connaît depuis le milieu des années 1980 des difficultés en raison de la pauvreté, de la crise économique, de la croissance démographique galopante, du poids de la dette extérieure, de l'urbanisation mal maîtrisée, et des politiques d'ajustement rarement en adéquation avec la réalité nationale.

L'impact de la migration présente aussi bien des impacts positifs que négatifs sur le bien-être des Camerounais. Les effets positifs sont associés principalement au rôle attribué aux transferts de fonds des migrants camerounais aux niveaux macro et micro-économiques. Au niveau macro-économique, les fonds transférés constituent une source de devises étrangères utiles au pays pour l'équilibre de la balance des paiements. Les envois de fonds réduisent considérablement la perte de devise, causée par les déficits de la balance des paiements.

De même, au niveau micro, l'argent et les équipements que les migrants envoient à leurs familles sont souvent affectés à des activités génératrices de revenus et aux dépenses liées à l'éducation, à la santé, au logement et à la nourriture. Ainsi, ces

transferts de fonds jouent un rôle de filet de sécurité sociale au niveau des ménages, tout en générant un effet multiplicateur (Lututala, 2009).

Ces transferts stimulent l'activité économique du pays en se substituant aux crédits et autres modes de financement. Ils permettent d'initier des projets et autres activités génératrices de revenus.

L'augmentation des transferts de fonds a entraîné l'expansion du système bancaire et plus particulièrement des compagnies de transfert, générant ainsi la création de milliers d'emplois (Tchouassi, 2005). Ainsi, la compagnie financière Express Union compte plus de 200 agences à travers le pays et dans la sous-région. Depuis sa création il y a une dizaine d'années, elle a généré près de 5 020 emplois (Tchouassi, 2005)

Toutefois les flux migratoires et leurs impacts sur le développement sont souvent peu compris. En examinant les coûts et les bénéfices relatifs à la mobilité des personnes, les études en rapport avec la migration et le développement montrent que toutes les parties concernées peuvent profiter des migrations, qu'il s'agisse des pays d'origine, des pays d'accueil ou des migrants eux-mêmes. Les migrants, à travers les transferts des biens et des fonds qu'ils effectuent vers leurs milieux d'origine, contribuent à l'économie de ces derniers et à la survie de leurs familles restées au pays.

Selon la Banque mondiale (2002), les envois de fonds des travailleurs migrants issus de pays en développement représentent chaque année plus du double du montant total de l'aide publique au développement. Dans plusieurs pays, notamment africains, la relation est prouvée entre les envois de fonds et le recul sensible de la pauvreté (World Bank, 2002). Les envois de fonds des travailleurs migrants en direction des pays en développement ont atteint 167 milliards de dollars sur un total de 232 milliards dans le monde, « soit plus du double du montant total de l'aide au développement (World Bank, 2002, 2005). En Afrique, l'évaluation de ces transferts est souvent difficile à cause des mécanismes informels d'envois des fonds.

En Egypte par exemple, le nombre de ménages ruraux pauvres baisse de 10% lorsque l'on inclut dans leurs revenus les envois de fonds, lesquels constituent près de 15% du total de leurs revenus (Adams, 1991). Par ailleurs, ces transferts de fonds contribueraient à réduire la pauvreté de 11 points de pourcentage au Lesotho (de 63% à 52%) (Gustafsson et Markonnen, 1993) et de 11 points en Ouganda, 6 points au Bangladesh et 5 points au Ghana (Adams, 2005). Lachaud (1999) montre qu'au Burkina Faso, les envois de fonds contribuent à réduire de 7,2 points de pourcentage l'incidence de la pauvreté rurale et de 3,2 points de pourcentage celle de la pauvreté urbaine.

Ainsi quelle que soit la manière dont l'argent des transferts est utilisé (consommation, logement ou investissement productif), il est susceptible de libérer d'autres ressources pour l'investissement et génère en tout état de cause un effet multiplicateur notamment en réduisant le niveau de pauvreté des ménages récepteurs. L'effet net de la migration sur le bien-être de ceux qui restent serait donc fonction de l'ampleur des transferts (Lututala, 2009).

Dans cette étude consacrée à l'examen des relations entre la pauvreté et la migration internationale, il sera surtout question d'apprécier l'impact des transferts des émigrés internationaux sur le niveau de vie des ménages en utilisant les données issues de la Troisième Enquête Camerounaise Auprès des Ménages (ECAM3) réalisée en 2007 au Cameroun.

2- Quelques approches théoriques

La principale théorie explicative de la migration est d'inspiration néo-classique. Le premier modèle économique élaboré à cet effet fut celui de l'économie duale développée par Lewis (1954) et Ranis; Fei (1961). L'approche dualiste stipule ici que les économies se décomposent en deux secteurs: un secteur traditionnel disposant

d'un surplus de main d'œuvre à l'origine d'une offre illimitée de travail et un secteur moderne absorbant ce surplus en attirant la main-d'œuvre et en offrant un salaire légèrement supérieur à la rémunération du secteur traditionnel. Dans cette optique, le déterminant de la migration serait alors le différentiel de rémunération entre les deux secteurs.

Au niveau international, la migration de la force de travail est un facteur de convergence économique entre les pays. Ceci suppose que l'émigration ne soit pas accompagnée du chômage. Ce qui n'est pas toujours le cas. D'où l'émergence de nouveaux modèles élaborés par Todaro (1969) et Harris; Todaro (1970). Il s'agit d'une approche probabiliste reposant sur la thèse selon laquelle la migration est un processus par lequel les gens font des choix raisonnables pour maximiser leurs avantages économiques. Le désir d'améliorer le statut économique individuel est également un argument fort dans la décision de migrer. La décision de migrer ou non relève donc d'un calcul coûts-bénéfices. Pour Sjaastad (1962), les individus se déplacent d'un endroit à un autre pour maximiser leurs revenus afin d'utiliser rationnellement leur capital humain. Ils recherchent perpétuellement de meilleures conditions de travail et une bonne rémunération.

Pour l'ensemble de ces auteurs, la migration serait au niveau micro-économique une réponse individuelle aux déséquilibres des rémunérations des facteurs du travail entre pays ou régions. Au niveau macro-économique, elle serait une réponse aux inégalités de développement entre régions et pays, à la distorsion structurelle des économies des pays du tiers monde, aux échanges inégaux entre économies périphériques et économies du centre (Amin, 1974). Face aux insuffisances de ces différents modèles explicatifs, une récente approche connue sous le nom de « nouvelle économie des migrations » stipule que la migration est plutôt une stratégie collective de minimisation des risques par une diversification géographique des ressources du groupe familial (Guilmoto, 2003). Ainsi, dans une situation d'imperfections des marchés, la migration repose sur un choix collectif. Ce choix est fait par un groupe d'individus tel que les ménages ou la famille. Dans ces ménages, les parents encouragent généralement le départ des enfants pour à la fois réduire la taille du ménage et donc le volume des besoins, et espérer des gains provenant des enfants émigrés. De nos jours, certaines familles cotisent pour « envoyer » l'un des leurs en Europe en vue de bénéficier plus tard, en vertu de la notion de « dette infinie »¹, des transferts d'argent de sa part. La personne qui s'en va, si elle a bénéficié d'aide de la part de sa famille et/ou de sa communauté, contracte une sorte de dette morale dont le remboursement se fera sous diverses formes (transfert de fonds, accueil d'autres migrants, visites, participation à des associations, etc.). Dans ce contexte, le migrant a l'obligation de réussite. A cet effet, de nombreuses études ont montré la contribution non négligeable, voire essentielle, des migrants non seulement à leur promotion économique et sociale individuelle, mais aussi de leur localité d'origine et de celui d'accueil (Lututala, 2009).

Les migrants, à travers les transferts des biens et des fonds qu'ils effectuent vers leurs milieux d'origine, contribuent à l'économie de ces derniers et à la survie de

¹ Ce concept renvoie à l'obligation morale qu'a le migrant de venir en aide à sa famille restée au pays en guise de reconnaissance. Toutefois, le montant et l'échéance de cette dette sont indéterminés ; d'où son caractère infini, illimité dans le temps.

leurs familles restées au pays. Ainsi quelle que soit la manière dont l'argent des transferts est utilisé (consommation, logement ou investissement productif), il est susceptible de libérer d'autres ressources pour l'investissement et génère en tout état de cause un effet multiplicateur notamment en réduisant le niveau de pauvreté des ménages récepteurs.

Bien qu'une infime partie de ces fonds est souvent investie dans des projets individuels, on a néanmoins postulé que ces fonds entraînent dans la consommation du ménage et pouvait de ce fait avoir une influence sur son niveau de vie.

Comme le fait remarquer Stark (1991), il n'existe pas de théorie générale des transferts de fonds. Les travaux qui analysent ce phénomène apportent de précieuses données descriptives ainsi que des résultats de recherche empirique mais ils ne l'expliquent que partiellement et présentent un certain nombre de limites sur les plans géographique, socioculturel et temporel.

On peut donc s'interroger sur la contribution réelle des transferts de fonds des émigrés internationaux sur l'amélioration des conditions de vie des ménages de départ au Cameroun.

L'effet net de la migration sur le bien-être de ceux qui restent est-il donc fonction de l'ampleur des transferts ? En d'autres termes y a-t-il moins de pauvreté dans les ménages qui ont reçu des transferts de fonds au cours des douze derniers mois ayant précédé le passage de l'agent enquêteur de l'ECAM3 en 2007?

3- Données et méthode d'estimation de l'incidence des transferts de fonds sur le niveau de vie des ménages

L'Enquête Camerounaise Auprès des Ménages (ECAM) est l'une des opérations statistiques qui permet de disposer des données et indicateurs sur les conditions de vie des ménages et la pauvreté.

Le niveau du bien être des ménages est ainsi mesuré par leurs dépenses de consommation par équivalent adulte. L'ECAM3, réalisée en 2007 contient des données utiles pour établir ponctuellement une estimation des envois de fonds des émigrants internationaux. En effet, lors de cette enquête, une question permettait de collecter les données sur les transferts en nature ou en espèces reçus des membres ayant migrés hors des frontières nationales depuis 2001.

Dans cette étude, l'ampleur des transferts des fonds et biens est appréhendée par la proportion des ménages ayant reçu ces transferts des émigrants internationaux au cours des 12 derniers mois ayant précédés l'enquête et les montants moyens reçus. Sont inclus dans ces transferts les envois d'argent et de biens reçus par les ménages. Il faut noter ici qu'il a été demandé à chaque ménage ayant reçu des émigrés internationaux des biens en nature d'attribuer une valeur monétaire à ces biens. Cette évaluation a permis ainsi d'avoir le montant moyen en francs CFA de l'ensemble des transferts reçu par les ménages.

Ces informations, issues de l'ECAM3 pour limitées qu'elles soient permettent après extrapolation d'estimer le volume des transferts reçus à l'échelle du pays et de rechercher l'effet net (incidence) de ces transferts sur le bien-être de ceux qui restent dans le ménage.

Au niveau de la méthode, l'incidence des transferts de fonds sur la pauvreté est estimée à partir du modèle modifié de croissance-pauvreté proposé par Ravallion et Chen (1997).

L'équation (1) est la suivante :

- $\text{Log Pit} = \alpha_i + \beta_1 \log \text{mit} + \beta_2 \log (\text{git}) + \beta_3 \log (\text{xit}) + \varepsilon_{it}$ (1) ²
 - $(i = 1, \dots, N; t = 1, \dots, T_i)$ où
- Pit est la mesure de l'incidence de la pauvreté dans la région d'enquête i au moment t,
- α_i est un effet fixe des différences de la pauvreté entre les régions d'enquêtes, (profondeur de la pauvreté)
- β_1 est l'« élasticité de la pauvreté à la croissance » mesuré par les dépenses de consommation par équivalent adulte. m,
- β_2 est l'élasticité de la pauvreté par rapport à l'inégalité des revenus définie par le coefficient de Gini, g, (Sévérité de la pauvreté)
- β_3 est l'élasticité de la pauvreté par rapport à la variable x (% d'émigrés internationaux ou montants (en log) des transferts de fonds par région d'enquête)
- et ε est le terme regroupant les erreurs associées à la mesure de la pauvreté.

Une autre extrapolation permet en utilisant le seuil minimum de pauvreté (269 443 F.CFA) en 2007 d'estimer le volume des transferts nécessaire au ménage pour sortir de la pauvreté.

4- L'analyse descriptive de l'émigration internationale

L'analyse descriptive de l'émigration internationale faite dans le cadre de cette étude se limite à l'observation d'un changement de résidence au-delà des frontières nationales, et à l'examen du niveau de vie des familles des migrants restées sur place. Elle n'aborde ni la question des flux, ni celle des stocks de migration.

A cet effet, l'ECAM3 s'est intéressée aux départs des membres du ménage hors des frontières nationales depuis la fin de l'année 2001 pour quelques raisons que ce soit.

² L'équation représente le modèle de base utilisé par une multitude de chercheurs pour expliquer la pauvreté. Ce modèle postule que la croissance économique -telle qu'elle est mesurée par les augmentations du revenu moyen par habitant atténué la pauvreté.

La corrélation entre la pauvreté et la variable revenu devrait donc être négative et significative. Le modèle suppose aussi que le niveau de l'inégalité des revenus a une incidence sur la réduction de la pauvreté.

D'autres travaux ayant déjà établi qu'un taux donné de croissance économique réduit davantage la pauvreté dans les pays à faible inégalité de revenus que dans les pays à forte inégalité.

La variable inégalité des revenus devrait avoir un impact positif et significatif. L'élément nouveau correspond à l'ajout à l'équation (1) d'une variable mesurant le niveau des migrations internationales ou des transferts de fonds. Tout en tenant compte du niveau de revenu et de sa répartition, il s'agit de vérifier l'hypothèse selon laquelle il y a moins de pauvreté dans les pays produisant plus de migrants internationaux ou recevant plus de transferts de fonds.

Tableau 1: Répartition (en %) de ménages ayant au moins un membre qui a quitté le ménage depuis fin 2001 pour une raison quelconque selon la destination

	Pourcentage de ménages ayant un membre qui a quitté le ménage depuis fin 2001	Destination de la personne ayant quitté le ménage depuis fin 2001 :					Total
		Autre localité du Cameroun	Afrique	Europe	Amérique	Autre	
Région							
Douala	22,3	92,7	1,4	6,0	0,0	0,0	100,0
Yaoundé	25,3	81,7	13,5	3,0	1,8	0,0	100,0
Adamaoua	21,5	89,0	8,6	2,4	0,0	0,0	100,0
Centre	27,0	94,2	0,0	3,2	0,0	2,6	100,0
Est	21,3	75,6	1,2	23,3	0,0	0,0	100,0
Extrême-Nord	29,1	86,1	3,7	6,6	0,9	2,7	100,0
Littoral	32,1	71,7	4,4	22,0	0,0	1,9	100,0
Nord	27,1	92,4	0,6	4,7	1,9	0,5	100,0
Nord-Ouest	28,3	88,5	5,1	4,3	2,1	0,0	100,0
Ouest	31,2	97,8	0,7	1,5	0,0	0,0	100,0
Sud	34,2	93,0	0,8	6,2	0,0	0,0	100,0
Sud-Ouest	25,8	98,0	0,0	2,0	0,0	0,0	100,0
Urbain	26,5	90,7	3,8	4,6	0,3	0,5	100,0
Rural	27,4	90,7	2,2	5,5	0,8	0,8	100,0
Ensemble	27,0	90,7	2,7	5,2	0,7	0,7	100,0

Source : ECAM3, INS

Pour ce qui est de l'émigration internationale 27% des ménages ont eu au moins un de leur membre qui a quitté le ménage pour aller s'installer en dehors des frontières nationales. Parmi eux 5,2% sont allés en Europe et 2,7% dans d'autres pays d'Afrique. Cette proportion de départs pour l'Europe cache des disparités selon la région d'enquête. En effet, à l'Est et au Littoral, plus d'un départ sur cinq à pour destination l'Europe.

La répartition des émigrants par région d'enquête montre que les régions de l'Ouest (14,3%), du Nord-Ouest (11,2%), du Sud-ouest (10,2%) et du Centre (10,1%) enregistrent les plus fortes proportions d'émigrants. L'examen des caractéristiques économiques des régions de départ montre qu'en général,

4.1 Caractéristiques individuelles des émigrants internationaux

La population des émigrants internationaux est composée en majorité d'hommes 58,8% contre 41,2% de femmes. Cependant, on peut relever que ce phénomène n'est plus essentiellement masculin. Les femmes sont de plus en plus engagées dans l'expérience migratoire internationale.

En considérant le niveau de vie des ménages d'où sont issues ces émigrants internationaux, on constate que les personnes de sexe masculin, sont plus enclines à l'émigration (59,8%).

Les émigrants internationaux du Cameroun sont majoritairement les jeunes de moins de 30 ans (75,7%). On remarque que cette propension à émigrer baisse au fur à mesure que l'âge augmente, ceci quel que soit le niveau de vie.

Les personnes de plus de 50 ans ont une plus grande propension à émigrer des ménages pauvres. Dans les ménages non pauvres par contre, ce sont plutôt les personnes de 30-49 ans. Cette propension à l'émigration internationale est plus grande pour les personnes de 50-59 ans appartenant aux ménages non pauvres et pour les personnes de 40-49 ans appartenant aux ménages pauvres.

Tableau 2 : Caractéristiques socio-démographiques des émigrants internationaux suivant le niveau de vie de leurs ménages de départ.

	Emigrants internationaux		
	Pauvres	Non pauvres	Ensemble
Sexe			
Masculin	52,5	59,8	58,6
Féminin	47,5	40,2	41,4
Age du migrant			
0-29 ans	76,3	75,6	75,7
30-39 ans	4,9	12,0	10,9
40-49 ans	2,8	6,8	6,2
50 et plus	15,9	5,6	7,2
Niveau d'éducation			
Sans niveau	39,8	11,6	16,1
Primaire	43,9	26,0	28,9
Secondaire premier cycle	13,4	17,8	17,1
Secondaire second cycle	1,3	26,2	22,3
Supérieur	1,6	18,3	15,6
Ensemble	100,0	100,0	100,0

Source : Nos calculs à partir des données de l'ECAM3

La répartition des émigrants internationaux suivant le niveau d'instruction au moment de leur départ montre que 54% a au moins le niveau d'instruction secondaire (dont 15,6% de niveau supérieur) et 16,1% d'entre eux sont sans niveau d'instruction. De ce résultat, il ressort que les émigrants internationaux du Cameroun ont un faible niveau d'éducation. De manière générale, cette tendance reste maintenue suivant le niveau de vie. Toutefois, en distinguant les pauvres des non pauvres, on constate que 18,3% d'émigrants internationaux de niveau supérieur sont partis des ménages non pauvres et seulement 1,6% de ce même niveau d'instruction des ménages pauvres.

4.2 Motifs de l'émigration suivant le niveau de vie

En 2007, l'émigration internationale avait principalement pour motif les études/formations (34,7%). Le regroupement familial, la recherche d'emploi, le travail, la recherche d'autonomie et représentent respectivement 18,7%, 16,5%, 5,8 % et 5,5% des motifs d'émigration. Très peu d'émigrations internationales ont eu pour motif les problèmes au sein du ménage et (3,7%) et les problèmes de santé (1,5%).

Tableau 3 : Motifs d'émigration selon le type d'émigration et le niveau de vie des ménages

Raison de la migration	Emigrants internationaux		
	Pauvres	Non pauvres	Ensemble
Travail	5,6	5,9	5,8
Recherche emploi	6,1	18,5	16,5
Problème de santé	0,6	1,6	1,5
Etudes/ Formation	26,3	36,3	34,7
Problème dans le ménage	1,6	4,0	3,6
Suivre ou rejoindre la famille	26,5	17,2	18,7
Recherche d'autonomie	4,8	5,6	5,5
Autre	28,5	10,9	13,7
Ensemble	100,0	100,0	100,0

Source : Nos calculs à partir des données de l' ECAM3

5- INCIDENCE DES TRANSFERTS DES EMIGRANTS INTERNATIONAUX SUR LA PAUVRETE

Cette session se consacre à mesurer l'impact des transferts des émigrés sur le niveau de vie des ménages.

5-1 Ampleur des transferts des fonds et biens

Au cours des 12 derniers mois ayant précédé l'enquête, seulement 2,4% des ménages ont reçu les transferts en provenance des émigrés internationaux. Cette proportion varie selon les régions d'enquête et le milieu de résidence.

En distinguant les ménages pauvres des non pauvres, on constate globalement, que les ménages non pauvres ont reçu trois fois plus de transferts des émigrés internationaux que les ménages pauvres (3,2 % et 0,8% respectivement). La faible proportion des ménages pauvres recevant les transferts des émigrés internationaux se comprend dans la mesure où l'on enregistre de faibles proportions de départ pour l'étranger dans les ménages pauvres.

Tableau 4 : Proportion des ménages ayant reçu les transferts des émigrés au cours des 12 derniers mois

	Emigrants internationaux		
	Pauvres	Non Pauvres	Ensemble
Région d'enquête			
Douala	6,3	5,5	5,6
Yaoundé	0,0	5,6	5,4
Adamaoua	0,8	0,0	0,3
Centre	0,0	0,7	0,5
Est	1,4	1,1	1,2
Extrême-Nord	1,4	0,5	1,0
Littoral	1,8	3,7	3,2
Nord	0,6	0,5	0,5
Nord-Ouest	0,0	3,1	1,9
Ouest	0,0	2,5	1,9
Sud	0,0	2,5	2,0
Sud- Ouest	0,0	5,1	4,3
Milieu de résidence			
Urbain	2,5	4,5	4,3
Rural	0,6	2,0	1,4
Ensemble	0,8	3,2	2,4

Source : Nos calculs à partir des données de l' ECAM3

On observe des disparités suivant le milieu de résidence et la région d'enquête. Le milieu urbain concentre la plupart des ménages ayant reçu les transferts des émigrés internationaux (4,3% contre 1,4%).

En tenant compte de la région d'enquête, la région de Douala prend la première position quant aux transferts des émigrés internationaux (5,6% de ces ménages). Outre les ménages de Douala, les ménages de Yaoundé (5,6%), du Sud-ouest (4,3%)

et du Littoral (3,2%) sont plus nombreux à recevoir les transferts des émigrés internationaux.

Au-delà de la proportion des ménages recevant des biens ou de l'argent des émigrés, il importe de s'intéresser aux montants estimés de ces transferts.

5-2 Montant des transferts reçus par les ménages des émigrés internationaux

Au cours des 12 derniers mois ayant précédés l'enquête, les ménages du Cameroun ont reçu des émigrés internationaux des transferts estimés en moyenne à 496 000 FCFA.

Au niveau national, ce montant cache des disparités selon le niveau de vie du ménage, le milieu de résidence et la région d'enquête.

En considérant le niveau de vie, ce sont les ménages non pauvres qui ont reçu les montants les plus élevés (en moyenne 528 000 FCFA contre 214 000 FCFA pour les ménages pauvres). En d'autres termes, les émigrés internationaux issus des ménages non pauvres ont transféré plus de fonds que ceux issus des ménages pauvres.

Selon le milieu de résidence, le montant moyen des transferts reçu par les ménages du milieu rural est presque 1,7 fois inférieur à celui reçu par ceux du milieu urbain (en moyenne 378 000 FCFA contre 586 000 FCFA). Les émigrés internationaux issue des ménages non pauvres font également plus de transferts que ceux issus des ménages pauvres, et ce tant en milieu urbain qu'en milieu rural.

Par rapport à la région d'enquête, dans l'ensemble les ménages du Centre et du littoral ont reçu en moyenne plus d'argent ou de biens que ceux des autres régions. Ce sont les ménages du Centre qui ont reçu le plus de transferts (en moyenne 2 443 000 FCFA). Il faut relever que les ménages des régions du Nord, de l'Adamaoua, de l'Extrême Nord et du Sud ont reçu en moyenne moins de 100 000 FCFA de leurs membres qui ont émigrés à l'extérieur du pays. Le montant moyen le plus bas est enregistré dans la région du Nord (19 000 FCFA).

Selon le niveau de vie des ménages, on constate que dans l'ensemble, à l'exception des ménages des régions de Douala, les émigrés internationaux issus des ménages pauvres transfèrent en moyenne moins de fonds à leur ménage que ceux issus des ménages non pauvres.

Tableau 5 : Montant moyen des transferts reçus par le ménage des émigrés internationaux

	Montants moyens reçus par les ménages des émigrés internationaux (milliers de F CFA)		
	Pauvres	Non pauvres	Ensemble
Région d'enquête			
Douala	1500	366	444
Yaoundé	.	476	476
Adamaoua	60	.	60
Centre	.	2443	2443
Est	80	857	521
Extrême-Nord	35	136	54
Littoral	30	1507	1323
Nord	15	24	19
Nord-Ouest	.	425	425
Ouest	.	231	231
Sud	.	83	83
Sud-Ouest	.	560	560
Urbain	531	568	566
Rural	40	451	378
Ensemble	214	528	496

Source : Nos calculs à partir des données de l' ECAM3

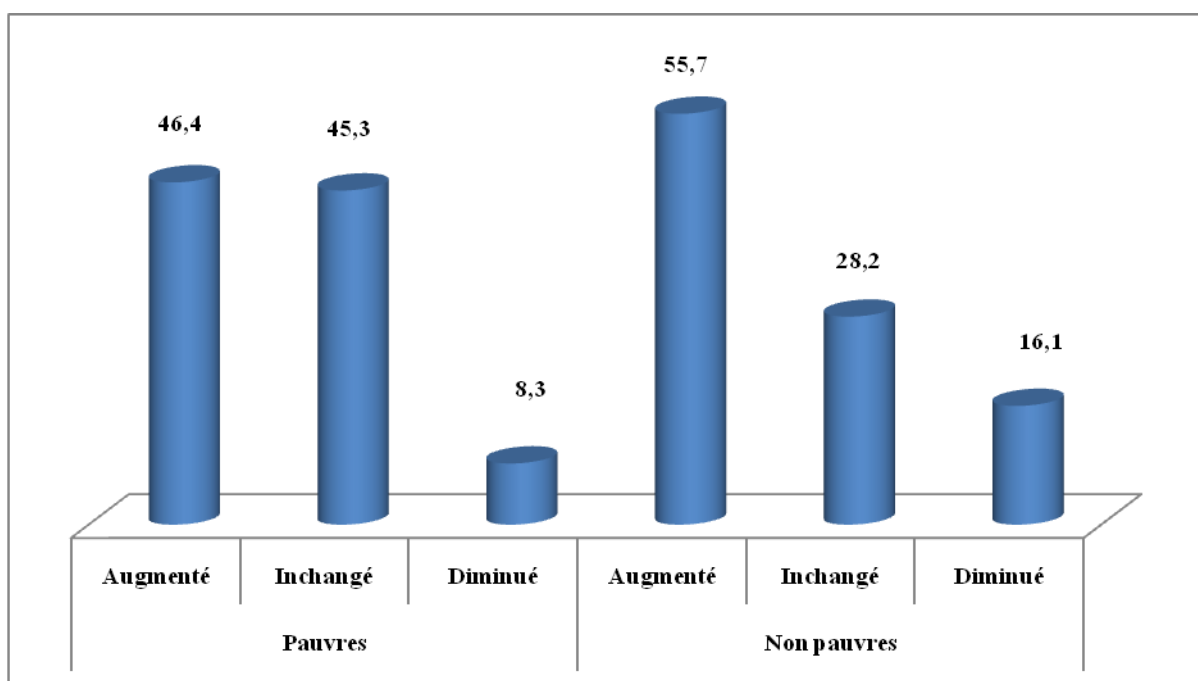
5-3 Analyse de la variation des transferts des émigrés internationaux

L'analyse de la variation des transferts reçus par les ménages des émigrés internationaux fait état de ce que parmi les ménages pauvres qui ont reçu des transferts des émigrés internationaux, 46,4% ont vu le montant des transferts évoluer

entre 2001 et 2007 à la hausse, 8,3% l'ont vu à la baisse et 45,3% déclarent que le montant des dits transferts est resté inchangé. Selon la Banque mondiale (OIM, 2009), « *Les transferts de fonds des Camerounais vers leur pays d'origine ont considérablement augmenté, comme en témoigne la multiplication des compagnies financières spécialisées dans les transferts de fonds au Cameroun. La multitude des canaux rend impossible l'évaluation du montant réel de ces transferts. On remarque une augmentation du montant approximatif des transferts, effectués de l'étranger chaque année par les Camerounais, pour la période 2000-2008. Ce montant, estimé à 11 millions de dollars E.-U. en 2000, à 103 millions en 2004 et 167 millions en 2008, représente 0,8 % du PIB en 2008.*

Chez les non pauvres, on constate que plus de la moitié des ménages (55,7%) ont bénéficié davantage de transferts qu'il y a 12 mois. Le volume de ces transferts est resté inchangé dans 28,2% de ménages.

Graphique 1 : Variation du montant moyen des transferts reçus par les ménages des émigrés internationaux suivant le niveau de vie



Source : Nos calculs à partir des données de l'ECAM

5- 4 Incidence des transferts de fonds des émigrés internationaux

Les résultats du tableau 7 montrent que chez les pauvres, les transferts n'ont pas eu d'incidence sur leur niveau de pauvreté. Avec ou sans transferts, l'incidence de la pauvreté chez les pauvres ayant vu certains des membres de leur ménage migrés au cours des 5 dernières années se situe à 38,0%. De même, suivant la région d'enquête ou le milieu de résidence, cette incidence n'a pas varié que le ménage ait bénéficié de transferts ou pas.

Tableau 6 : Incidence de la pauvreté pour les ménages pauvres ayant reçu des transferts des émigrés internationaux

	Incidence de la pauvreté (avec transfert)	Incidence de la pauvreté (sans transfert)	Profondeur de la pauvreté (avec transfert)	Profondeur de la pauvreté (sans transfert)	Sévérité de la pauvreté (avec transfert)	Sévérité de la pauvreté (sans transfert)
Région d'enquête						
Douala	22,9	22,9	3,7	3,7	0,9	0,9
Yaoundé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Adamaoua	72,1	72,1	24,9	24,9	10,9	10,9
Centre	41,9	41,9	7,8	7,9	2,2	2,2
Est	38,4	38,4	6,8	6,9	1,9	1,9
Extrême-Nord	66,7	66,7	22,4	22,6	10,2	10,4
Littoral	32,9	32,9	9,5	9,5	3,3	3,3
Nord	57,3	57,3	18,8	18,8	7,1	7,1
Nord-Ouest	45,7	45,7	15,3	15,3	6,0	6,0
Ouest	28,4	28,4	7,6	7,6	2,6	2,7
Sud	28,3	28,3	5,8	5,8	1,3	1,3
Sud-Ouest	19,0	19,0	6,9	6,9	2,6	2,6
Milieu de résidence						
Urbain	15,1	15,1	3,7	3,7	1,2	1,2
Rural	54,5	54,5	16,9	16,9	6,8	6,9
Ensemble	38,0	38,0	11,3	11,4	4,5	4,5

Source : Nos calculs à partir des données de l'ECAM3

La variable correspondant aux transferts de fonds par habitant a une incidence négative et statistiquement significative sur chacune des trois mesures de la pauvreté : taux de pauvreté, intensité de la pauvreté, et sévérité de la pauvreté. Pour le taux de

pauvreté, les calculs suggèrent qu'en moyenne une augmentation de 10 % des transferts de fonds s'accompagne d'une baisse de 1.8 % du pourcentage de personnes vivant dans la pauvreté. Les transferts ont une incidence légèrement moins nette sur la réduction de la pauvreté lorsque celle-ci est mesurée par l'intensité de la pauvreté ou la sévérité de la pauvreté

Il ressort ainsi de ces analyses que les montants transférés par les émigrés semblent insuffisants pour infléchir l'incidence de la pauvreté dans les ménages pauvres. Par conséquent, la profondeur et la sévérité de la pauvreté n'ont pas également varié avec ou sans transferts.

Toutefois, il existe des liens entre les transferts de fonds et les inégalités sociales (Black, Natali Skinner, 2005). Au Cameroun, les transferts de fonds tendraient à augmenter le degré des inégalités dans la distribution des revenus parmi la population, dans la mesure où tout le monde n'y a pas accès.

En somme, les transferts n'ont pas eu d'impact sur le niveau de vie des ménages. Car l'incidence de la pauvreté n'a nullement variée. Il faut davantage de fonds aux ménages pauvres pour sortir de la pauvreté.

Tableau 7 : Somme nécessaires aux ménages pauvres pour les sortir de la pauvreté

	Montant à transférer aux pauvres -sans transfert reçu (en FCFA)	Montant à transférer aux pauvres - avec transfert aux pauvres (en FCFA)	Ecart (en FCFA)	Montant de transfert reçu (en FCFA)
Région d'enquête				
Douala	718 551 663	717 766 753	784 910	7 057 810
Adamaoua	1 745 029 311	1 744 760 156	269 155	1 445 890
Centre	1 368 542 181	1 368 124 599	417 582	3 183 675
Est	264 104 888	264 083 780	21 108	161 512
Extrême-Nord	8 017 700 102	7 955 694 884	62 005 218	195 228 111
Littoral	812 916 130	812 757 576	158 554	1 040 624
Nord	3 621 926 895	3 621 018 124	908 771	8 079 501
Nord-Ouest	2 963 438 034	2 963 303 763	134 271	842 956
Ouest	1 867 159 119	1 865 759 965	1 399 154	15 191 766

Sud	494 669 595	494 639 859	29 736	319 484
Sud-Ouest	930 130 736	930 096 261	34 475	192 075
Milieu de résidence				
Urbain	3 177 211 819	3 174 780 033	2 431 786	24 752 071
Rural	19 626 956 835	19 563 225 687	63 731 148	207 991 333
Ensemble	22 804 168 654	22 738 005 720	66 162 934	232 743 404

Source : Nos calculs à partir des données de l'ECAM3

C'est pourquoi, globalement, pour les ménages pauvres n'ayant reçu aucun transfert au cours des 12 derniers mois ayant précédé l'enquête, il faut leur transférer en moyenne 22,8 milliards de FCFA pour les sortir de la pauvreté. Par contre, chez ceux ayant reçu des transferts au cours de la même période de référence, le montant à transférer pour les sortir de la pauvreté se situe à près de 22,14 milliards de FCFA. Soit un écart de près de 66,2 millions de FCFA correspondant au montant à transférer aux ménages pour les sortir de la pauvreté.

5-5 Limites des données de l'étude

De façon générale, les fonds transférés par les migrants camerounais à leur famille sont supposés dans cette étude servir généralement aux besoins de consommation (soins médicaux, éducation, nutrition). Bien qu'une infime partie de ces fonds est souvent investie dans des projets individuels, on a néanmoins postulé que ces fonds entraînent dans la consommation du ménage et pouvait de ce fait avoir une influence sur son niveau de vie.

La principale limite réside dans le fait que l'estimation de l'incidence des transferts de fonds sur le niveau de vie des ménages ne tient compte ni des transferts destinés à financer des projets de développement au niveau des communautés villageoises, ni des transferts d'épargne réalisés par les migrants dans une perspective de retour. Ainsi, établir la relation entre les montants transférés et le niveau des ménages devient délicat en l'absence d'une étude similaire ex-ante qui aurait permis d'avoir la situation de référence. Pour enfin à partir de la méthode « avant-après » déterminer l'impact réel des transferts sur le niveau de vie des ménages.

En dépit de cette limite méthodologie, la détermination de l'incidence de la pauvreté au niveau des ménages pauvres ayant reçu des transferts des émigrés et chez ceux n'ayant rien reçu permet d'apprécier tout au moins l'influence de ces transferts sur le niveau de vie des ménages.

La variable « dépenses de consommation » dans l'équation (1) est mesurée par les dépenses moyennes de consommation par habitant, obtenu à l'ECAM3. Comme l'a montré Deaton (2001), cette façon de mesurer le revenu ne concorde généralement

pas avec la réalité car les dépenses mesurées par les enquêtes sur le budget des ménages sont évalués à partir des réponses individuelles.

D'autres chercheurs ont souvent calculé l'équation (1) sous forme de différences premières, afin de résoudre les éventuels problèmes de corrélation entre les variables, puisque les variables dépendante et indépendantes proviennent d'une seule et même source (les enquêtes sur la consommation des ménages), en utilisant les deux mesures évoquées dans la dernière section: le pourcentage d'émigrants internationaux dans la population et les transferts de fonds reçus par le ménage. Etant donné, la myriade de problèmes que pose la construction de ces deux variables, ainsi que l'absence ou l'insuffisance des données sur l'émigration internationale ou les transferts obtenus à l'ECAM3 (2007), il n'est guère surprenant qu'on ne constate pas de corrélation étroite entre ces deux mesures. Il est de surcroît probable qu'un nombre non négligeable de personnes ayant émigrés au cours de la période retenue dans l'ECAM3 (2007) n'ont pas envoyé de fonds dans leur ménage de départ pour divers motifs. Pour toutes ces raisons, il paraît utile d'utiliser l'une et l'autre de ces mesures afin de vérifier la robustesse de nos conclusions concernant l'incidence (effet net) de l'émigration internationale et les transferts de fonds internationaux sur la pauvreté dans le cas du Cameroun. Comme toutes les principales variables sont calculées en termes logarithmiques, les résultats peuvent être interprétés comme l'élasticité de la pauvreté par rapport aux diverses variables pertinentes.

6- CONCLUSION

L'objectif principal de cette communication était d'apprécier l'effet des transferts de fonds sur la pauvreté des ménages au Cameroun.

Les résultats de l'analyse révèlent avec surprise que l'incidence des transferts internationaux dans la consommation des ménages n'a aucun effet sur le niveau de vie des ménages.

Avec ou sans transferts, l'incidence de la pauvreté chez les pauvres ayant vu certains de leurs membres partir pour l'étranger entre 2001 et 2007 se situe à 38,0%. De même, suivant la région d'enquête ou le milieu de résidence, cette incidence n'a pas varié. Le potentiel productif de ces envois est donc très limité.

Les données issues de l'ECAM 3 permettent certes ressortir la distribution régionale, le profil des ménages ayant ou non reçus des transferts, les raisons d'envois ou utilisation des envois mais moins de mesurer l'importance des transferts et leur incidence sur la réduction de la pauvreté au niveau des ménages.

Car le fait qu'on ne tienne compte ici ni des transferts des migrants destinés à financer les projets de développement communautaires, ni de ceux destinés à l'épargne et diverses formes de compensations et qu'on n'est pas davantage creusé toutes les formes d'utilisations et réceptions de ces transferts chez les ménages est une limite pour cette évaluation des montants globaux. Les transferts d'argent visent le plus souvent la prise en charge des frais médicaux, d'obsèques, funérailles, réunions familiales, layettes et de scolarisation, le paiement du loyer ou encore l'achat de biens de consommation mais aussi d'investissements (agricole, élevage, commerce, habitats, terrains). Ils parviennent sous des formes formelles, informelles ou de troc.

Ainsi les montants transférés par les émigrants internationaux et enregistrés au cours de l'ECAM3 semblent insuffisants pour nous renseigner sur l'incidence de ces transferts sur le développement humain et le tissu social du Cameroun en 2007.

Une enquête spécifique beaucoup plus approfondie dans ce sens permettrait d'avoir une évaluation plus globale de l'incidence de ces transferts sur la pauvreté.

En conséquence, il est urgent de

- réaliser une enquête spécifique sur tous les aspects sociaux liés aux transferts de fonds aussi bien du côté des émetteurs que des récepteurs et des canaux de transmission. Le substrat de cette enquête sera une batterie de question portant sur : (QUI, QUAND, D'OU, ENVOI ; COMMENT, ECHANGE, COMPENSE ; QUOI ; COMBIEN ; A QUI, ET POURQUOI) ;
- utiliser la méthode de décomposition des sources des revenus des ménages pourrait ensuite déterminer par la part provenant des transferts internationaux dans chaque poste de dépenses ;
- explorer tous les aspects sociaux qui accompagnent les transferts de fonds aussi bien du côté des émetteurs que des récepteurs ;
- analyser les liens établis entre les transferts de fonds effectués par les émigrants camerounais et les inégalités sociales et économiques;

Dans un tel contexte, il serait recommandable de renforcer les capacités des institutions nationales les plus concernées : les Ministères ou institutions en charge de la Planification ; de l'économie ; des relations extérieures ; de la sûreté nationale (Police des frontières), et de transfert de fonds en matière de collecte et d'analyse des données tant sur les immigrants que sur les émigrants camerounais.

Car, les transferts de fonds peuvent jouer un rôle important dans l'économie bien qu'ils s'agissent des transferts privés donc individuelles ou familiales. Ainsi, le gouvernement devrait gérer l'économie de façon à réduire tout impact négatif potentiel de ces flux. A ce effet des politiques macroéconomiques adéquates, ainsi que des mesures incitatives à l'investissement devrait être mises en œuvre afin d'encourager les initiatives individuelles des migrants internationaux (projet agricole, élevage, pisciculture, industrielle, entrepreneuriat, etc.) dans leur pays.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Adams R.H., Jr. ; Page Jr. and J. (2005) «*Les migrations internationales et les transferts de fonds réduisent-ils la pauvreté dans les pays en développement*»; Groupe de Recherche sur le développement, Banque mondiale(DECRG), in Objectif développement Migrations, transferts de fonds et développement, par OECD publishing, pp. 232- 262

Adams, R. H. (1991) « *The Effects of international remittances on poverty, Inequality and development in Rural Egypt*», research Report N°86, International Food Policy Research Institute, Washington D.C. **88 p.**

Adams, Jr. R. (2004) «*Economic growth, Inequality and poverty: estimating the growth elasticity of poverty*», World development, N° 32 pp.1989-2014

Amin S., (1973), « *Le développement inégal. Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique* » (Paris, Éditions de Minuit, 1973), 365 p

Black R., Natali C. Skinner J. (2005) «*Relationship between inequality and migration*», Equity and Development, World Bank, 2005

Birdsall , N , Londono, J (1977) « *Asset Inequality Matters: an assessment of world Bank approach to poverty reduction*»; American Economic review, N° 87, PP.32-37.

Buzingo D. (1990), « *Le rôle des migrations internes dans le développement au Burundi* », in les annales de l'IFORD, vol. 14 no 1-2 Juin 1990

Chouala, Y.A (2004) « *L'installation des Camerounais au Gabon et en Guinée équatoriale : Analyse d'une dynamique d'exportation de l'Etat* », in Sindjoun L., (dir) Etats, réseaux individus dans les relations internationales africaines, Paris, Karthala, 358 p

Clemens M. et Pettersson G. 2007, «*New Data on African Health Professionals Abroad*», Working Paper No. 95, Center for Global Development. Washington D.C.

Dayang, R (2013) « *Amélioration des données sur les migrations au Cameroun: Evaluation et recommandations* »; édité par Organisation internationale pour les migrations (OIM) et Observatoire ACP sur les migrations, 30 p.

Docquier F. et Marfouk A. 2006, « *International Migration by Educational Attainment (1990-2000)* » in International migration, remittances and the brain drain, Edited by: Özden, Ç. and Schiff, M, World Bank Publications, 2006 pp 151-199

Deaton, A. (2001), « *Counting the world's poor: problems and possible solutions* » World Bank Research Observer, n°16, pp.125-147

Dumont J.C ett Mesple-Somps S. (1999), « *La modélisation démo-économique en macroéconomie : historique, modèle de croissance et approche des phénomènes migratoires* »; DIAL, Document de travail DRC (Centre sur la migration, la globalisation et la pauvreté), Université Sussex, 2007,32 p.

Edwards A. et Ureta M., 2003, « *International Migration, Remittances and Schooling: Evidence from El Salvador* », Journal of Development Economics, No 72, pp. 429-461.

Gubert F. (2007), «*A propos de l'article d'Anibal Sanchez Aguilar : Envois de fonds des migrants : quelle méthode de quantification privilégier ?* », STATECO No 101,pp. 127-130

-
- Glytsos N., 2002**, « *A Macro econometric Model of the Effects of Migrant Remittances in Mediterranean Countries* », in *Human Capital: Population Economics in the Middle East*, American University in Cairo Press, pp.300-329.
- Guilmoto z. C. et Sandron F., 2003**, « **Migration et développement** », Les études de la Documentation Française, Paris, , 142 p.
- Gustafsson, B and Makonnen M., 1993** « *Poverty and remittances in Lesotho* », *Journal of African Economics*, No 2 pp.49-79
- Harris J.R. and M.P. TODARO, (1970)** « *Migration, unemployment and development: a two sector analysis* », *American economics, Review* No, 60, pp.126-142
- Hoddinott J., 1994**, « *A Model of Migration and Remittances Applied to Western Kenya* », *Oxford Economic Papers*, No 46, pp.. 459-476.
- Institut national de la statistique (INS), 2007** « *Enquête camerounaise auprès des ménages III (ECAM III)* » <http://www.statistics-cameroon.org/>
- Lachaud, J.P., 1999** « *Envoi de fonds, inégalité et pauvreté au Burkina Faso* » Document de travail, 40, Centre d'économie du Développement de l'Université Montesquieu Bordeaux IV, 80 p.
- Lewis, W.A. (1954)**, « *Economic development with unlimited supply of labour* », *The Manchester School*, Volume 22, Issue 2, pp. 139–191,
-
- Lututala, M** « *les migrations en Afrique centrale, caractéristiques, enjeux et rôles dans l'intégration de l'économie de la-région* », Document de travail, Université de Kinshasa, 27 p
- OIM (2009)**, « *migration au Cameroun, profil national* » , OIM, Genève, Suisse , 121 p.
- OCDE , (2005)**, « *Migrations, transferts de fonds et développement* », OCDE Éditions, 386 p.
- Ranis G. and John C. H. Fei, (1961)** « *A Theory of Economic Development* », the *American Economic Review* Vol. 51, No. 4, pp. 533-565
- Ravallion, M. (1997)** « *Can high-inequality developing countries escape absolute poverty* », *Economics letters*, N° 56, pp.51-57
- Ravallion, M. et Chen S; (1997)** « *What can new survey data tell us about recent changes in distribution and poverty* »; *World bank economics Review*, N° 11, pp.357-382
- Rodriguez E., 1996**, « *International Migrants' Remittances in Philippines* », *Canadian Journal of Economics*, N° 29, pp. 427-432.
- Sjaastad, L. A. (1962)**, « *The Costs and Returns of Human Migration* », *Journal of Political Economy*, N°70 (5) pp. 80-93.
- Simon G. (2008)**, « *La planète migratoire dans la mondialisation* », Paris, Armand Colin, 255 p
- Stark, O. (1991)**, « *The Migration of Labor* », Cambridge, Massachusetts/Oxford, England, Basil Blackwell, 1991, 406 p
- Tchouassi G. (2005)**, « *Transferts financiers des migrants et financement du développement en Afrique subsaharienne* » ;*Revue Congolaise de gestion* , numéro double 9 & 10, juillet-décembre, pp.3-26.

Tchouassi. G., (2004), «*Migrations et envois d'argent des migrants en Afrique au Sud du Sahara*», in Techniques Financières et développement, Epargne Sans Frontière, N° 76, pp.37 -46

Todaro M.P. (1969), «*A model of labor migration and unemployment in less developing countries* », American economics Review, N° 59, pp.138-148

World Bank (2002),«*Globalization, Growth and Poverty* », The World Bank, Washington D.C. World Bank publications, 2005, 174 P

World Bank (2005), «*World Development Indicators* », Washington: World Bank publications, 2005, 403 p.